

## **A PROPOS «D'ACTION» RÉGIONALE...**

Deux réunions régionales se sont tenues à Guidel et à Rennes.

Les Syndicats ouvriers, les agriculteurs, les cadres (ceux de la C.G.C.) et les étudiants ont tenté de définir une position commune face aux problèmes posés par le marasme économique régional.

Il ne faut pas se dissimuler que cette tentative s'est soldée par un échec.

Il était difficile qu'il en fut autrement. Trop de choses séparaient les participants à ces rencontres régionales.

Les problèmes de «*l'expansion régionale*» et du «*plein emploi*» mettent en cause la nature même du régime.

Il s'agit là de problèmes fondamentaux sur lesquels les organisations réunies à Rennes et à Guidel sont loin d'avoir des vues concordantes.

Il est clair que pour les syndicalistes ouvriers que nous sommes les difficultés économiques actuelles sont inhérentes au régime capitaliste lui-même.

Elles ne peuvent trouver de solution dans une simple adaptation des superstructures.

Que le futur président de la République soit du Nord ou du Midi ne changera rigoureusement rien au sous développement économique de notre région.

Laisser croire à nos camarades que la solution de leurs problèmes réside dans telle ou telle utilisation d'un bulletin de vote équivaut à les tromper grossièrement.

Qu'on ne compte pas sur les Syndicats Force Ouvrière pour cette besogne.

Quant à opposer la «*Bretagne*» à la «*France*»... c'est de la folie douce.

En toutes circonstances nous devons la vérité aux travailleurs.

Les difficultés ne sont pas circonscrites à la seule «*Bretagne*».

D'autres régions connaissent hélas, elles aussi, les licenciements et le sous emploi.

Nous ne nourrissons, quant à nous, guère d'illusion sur les possibilités d'expansion régionale dans le cadre du régime capitaliste. De toutes façons, dans ce domaine comme dans les autres, les seuls résultats que peuvent espérer les ouvriers sont fonction d'un seul et unique facteur: LE RAPPORT DE FORCES.

Le régime politique né du 13 mai 1958 offre au moins un avantage. Il se débarrasse des oripeaux démocratiques qui masquaient ou atténuaient les dures réalités d'un régime fondé sur la recherche du profit.

Aujourd'hui les choses sont claires.

A Saint-Nazaire, Monsieur Pinczon licencie. Les travailleurs protestent... on leur envoie les C.R.S. A Nantes, chez *Brisonneau*, chez *Sudry*, à Saint-Mars-la-Jaille chez *Braud* les patrons licencient, sanctionnent

au mépris des textes légaux et contractuels. L'Inspection du travail est impuissante à faire respecter les textes.

Cette fameuse législation sociale tant vantée fait un peu plus faillite chaque jour. Elle est impuissante à protéger le travailleur en butte à l'arbitraire patronal.

La nature et le rôle de l'Etat apparaissent clairement - simple superstructure du régime capitaliste a rappelé notre dernier Congrès Confédéral - instrument de coercition au service de la classe dirigeante ajouterons-nous. Les travailleurs n'en peuvent attendre autre chose que le soutien inconditionnel des agissements patronaux.

Ainsi les choses sont claires; les bavardages des néo-quelque-chose n'y peuvent rien changer.

Néo-capitalisme, Etat moderne et son corollaire le syndicalisme moderne, technocratie, sont des mots vides de sens qui ne font même plus illusion à ceux qui les emploient.

Le capitalisme n'a pas changé, ne peut changer de visage.

Ce n'est pas de notre faute s'il a une sale gueule. Ceux qui ont vu M. Pinczon à la télévision peuvent en témoigner!

C'est vrai!... rien n'a changé. Aujourd'hui comme hier: «L'Etat comprime et la loi triche!».

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Dès lors qu'ils en auront pris suffisamment conscience les choses iront vite.

L'ère des processions dans le calme et la dignité sera définitivement révolue...

Pour laisser la place à celle des règlements de compte!

**Alexandre HÉBERT.**

-----